

Subsides

M. Davis: Il est dans la loi.

M. Lundrigan: Il est dans la loi? Je sais qu'il est un grand acteur, mais où fait-on mention du ministre des Pêches? Ce ministère n'apparaît pas dans le hansard. Où diable est-il donc? On y indique que l'honorable Jack Davis est le ministre de l'Environnement et c'est là le document officiel, le hansard. Il donne la liste des membres du ministère par ordre de préséance, et cette liste paraît dans le hansard du mercredi de chaque semaine. On ne fait aucune mention des pêches. Indiquez-moi l'endroit où il est? L'honorable ministre de l'Environnement devrait faire attention à ce qu'il dit. Il n'existe pas, évidemment.

M. Davis: Il en est question dans la loi sur l'organisation du gouvernement.

M. Lundrigan: Il en est question dans la loi sur l'organisation du gouvernement? Où est-ce enfoui? Tous conviennent que le ministre est un pisse-froid, mais il n'est certainement pas très actif. Venons-en au nœud de la question. Les Danois se sont intéressés à la pêche hauturière au saumon. Les États-Unis ont très discrètement envoyé une délégation au Danemark et se sont opposés à ce que les Danois pratiquent la pêche hauturière au saumon. Qu'a fait ou déclaré le ministre de l'Environnement? Il a dit qu'il allait s'attaquer au problème du déclin des pêches de saumon au large des côtes de l'Atlantique, et ce, en supprimant le gagne-pain des pêcheurs de saumon de la région atlantique. Il a dit qu'il les retirerait de la pêche au saumon et que cela permettrait de refaire les réserves. Il a donné l'impression qu'il agissait ainsi pour arrêter les Danois. Je suppose qu'il a cru qu'ils deviendraient humbles et repentants parce que nous punissions nos pêcheurs et que les Danois cesseraient de pêcher le saumon. Au lieu de cela, ils ont déclaré qu'il pouvait bien aller au diable et qu'ils se fichaient de lui. Ils n'ont pas mis fin à leurs activités. Les Danois n'ont pas réduit leur flotte de pêche et ils continuent de pêcher le saumon comme auparavant. Non seulement nous n'avons pas arrêté les Danois pour les forcer à rebrousser chemin, mais ils récoltent les profits de cette pêche et c'est nous qu'on accuse d'être des criminels.

Le ministre et les représentants de son ministère ont déclaré l'autre jour que les pêcheurs du Nouveau-Brunswick exagéraient quant au coût de leurs agrès de pêche. Il a dit que les frais étaient si élevés qu'on ne pourrait pas régler leurs réclamations. Le *Globe and Mail* a publié une manchette disant que les pêcheurs de la région atlantique essayaient de leurrer le ministère de l'Environnement. Tout le monde au Canada, surtout à Toronto, nous prend maintenant pour une bande de voleurs, nous de la région atlantique, à cause de l'attitude du ministre. Voilà un genre de publicité dont nous pourrions nous passer, si on s'intéresse à l'unité nationale tout autant que nous de la région atlantique. Qu'est-il arrivé à la chasse au phoque?

Une voix: N'en parlez pas.

M. Lundrigan: L'an dernier, j'ai reçu une lettre d'une de mes amies préférée de la Colombie-Britannique qui m'écrivait périodiquement au sujet de la chasse au phoque. On s'intéresse beaucoup à cette question dans cette province, surtout dans la région de Capilano, et qu'on ne me dise pas que le ministre ne s'intéresse pas à ce qui s'y passe. De toute façon, cette dame me dit qu'un traité secret a été conclu avec la Norvège pour permettre aux Norvégiens d'abattre 60,000 de nos phoques à l'intérieur de notre

[M. Lundrigan.]

limite de 12 milles. Le Canada a une limite de 12 milles, ce qui est à peu près aussi démodé que le canon. C'est ainsi que nous avons obtenu notre limite de trois milles. A l'époque où nous avions des canons, nous pouvions tirer jusqu'à trois milles au large dans l'Atlantique et quiconque s'aventurerait en deçà de cette distance courrait un danger. On a donc dit que nous avions une limite de trois milles.

La pêche se pratique depuis l'an mille mais nous n'avons réussi, depuis 1400, qu'à établir une limite de 12 milles. Le ministre progresse à raison de un huitième de mille par siècle. Nous aurons peut-être atteint la limite de 15 milles d'ici deux siècles. De toute façon, le ministre a dit qu'il prendra des mesures au sujet de la Norvège et que nous voulons chasser les Norvégiens du golfe Saint-Laurent. Il parle depuis un an du golfe comme d'un territoire canadien. Il a déclaré qu'il est situé entièrement dans les eaux territoriales du Canada, mais on a découvert qu'il a passé un accord avec la Norvège et qu'il y a encore des Norvégiens dans le golfe. Que fera le ministre pour les en chasser?

• (2050)

M. Davis: Ils n'y viennent plus depuis 10 ans.

M. Lundrigan: Ils n'y viennent plus depuis 10 ans, dit le ministre. Voilà bien la plus grande révélation que j'aie jamais entendue, car le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de l'Environnement nous disent que pour les éloigner du golfe du Saint-Laurent, nous avons dû renoncer à nos droits de pêche traditionnels. On nous a dit qu'il fallait consentir à une concession spéciale. Des tractations secrètes ont eu lieu à ce sujet l'an dernier et on leur a permis de capturer 60,000 de nos phoques à neuf milles à l'intérieur de notre mer territoriale. Je ne connais pas d'autres occasions où on ait laissé les autres nous déclarer la guerre aux termes d'un accord.

On pourrait aussi parler de l'industrie baleinière. Il n'y en a pas dans ma circonscription. Le député de South Shore, lui, en a une dans la sienne.

Une voix: Il ne l'a plus, parce qu'on l'a enlevée de sa circonscription.

M. Lundrigan: Il en a eu une. Le député de Bonavista-Trinity-Conception qui a son siège en face n'est pas ici ce soir. J'attends toujours qu'il fasse son premier discours. Il y a déjà eu une industrie baleinière dans sa circonscription. Le ministre a lu le livre de Farley Mowat sur Burgeo et la mise à mort d'une baleine. Il y a des années que je lis Farley Mowat. Le premier livre de lui que j'ai lu était: «The People of the Deer». J'aime sa façon d'écrire. Il est dramaturge et écrivain; ses œuvres partent de faits, mais contiennent une part de fiction.

Il y a cette dame de Toronto qui s'est faite la protectrice des baleines; 50,000 baleines ont été tuées par l'ensemble des pays et 500 par des Canadiens. Le ministre a décidé de faire un exemple. Un jour, il a convoqué une conférence de presse sur la pêche à la baleine au Canada. Il a dit aux gens qu'il fallait protéger nos ressources non-renouvelables. Ce qu'il n'a pas eu la décence de faire cependant, c'est de donner des preuves d'ordre scientifique, d'expliquer la situation et indiquer ce qu'il fallait faire. Il n'a pas dit qu'il fallait travailler selon un plan. Lorsqu'on enlève à des gens leur gagne-pain, il faut prévoir une solution de rechange pour leur permettre de travailler. Des centaines de milliers de gens battent la semelle dans les rues actuel-